

17 mai 2006, Ottawa

Allocution à l'occasion d'un vote pour une aide à l'Afghanistan

Merci Monsieur le Président.

Pourquoi votons-nous? Comme le savent les députés ici présents, au cours de la dernière campagne électorale, j'ai clairement promis de soumettre les nouveaux traités internationaux et engagements militaires au vote de la Chambre. Si j'ai fait cette promesse, c'est qu'avant d'envoyer des diplomates, des travailleurs humanitaires ou des soldats dans des missions dangereuses à l'étranger, il est important de pouvoir leur dire que les parlementaires partagent leurs objectifs et appuient leurs travaux. C'est l'occasion d'un tel vote.

La semaine dernière le ministre des Affaires étrangères s'est rendu en Afghanistan. Pendant que ce dernier était en Afghanistan, le président Karzaï a demandé que le Canada prolonge son opération de paix et de sécurité dans son pays au-delà de notre engagement actuel, qui prend fin en février 2007. Et cette opération de nos forces armées est fondamentalement liée à nos efforts diplomatiques et humanitaires. Le président Karzaï et le peuple afghan attendent notre réponse. Aussi voterons-nous ce soir pour un engagement renouvelé – un vote qui aurait dû être fait depuis longtemps. Comme les députés le savent, nos diplomates, nos travailleurs humanitaires et nos soldats sont déployés depuis cinq ans en Afghanistan. En dépit du fait que les députés de trois des quatre partis, dont les libéraux qui les y ont envoyés, ont constamment exprimé leur appui à notre mission en Afghanistan. Les Canadiennes et les Canadiens sur le terrain – à Kaboul, à Kandahar au site de l'EPR – n'ont jamais reçu de mandat clair de ce parlement.

Monsieur le Président, cela n'est pas juste pour les hommes et les femmes braves qui portent la feuille d'érable. Ils ont besoin de savoir que le Parlement, leur parlement, les soutient. Et la demande du président Karzaï est pour nous l'occasion d'expliquer nos plans à venir et de renouveler notre engagement. Aussi débattons-nous aujourd'hui. Et ce soir, nous voterons. Il est urgent de procéder à cet exercice. Notre vote doit être rapide. Un débat long et prolongé sur plusieurs jours placerait nos hommes et nos femmes sur le terrain dans l'incertitude et les rendrait vulnérables à des attaques ennemies plus virulentes. Ils doivent savoir quelle est notre position. Pour pouvoir vaquer à leurs occupations et mener l'action que nous, les parlementaires, voulons qu'ils mènent. Le président Karzaï n'est pas le seul à attendre la décision du Canada. Nos alliés internationaux et de l'OTAN nous observent. Eux aussi veulent que nous renouvelions notre engagement.

Comme le savent les députés, les Pays-Bas et le Royaume-Uni – nos deux principaux partenaires dans le sud de l'Afghanistan – ont récemment renouvelé leur engagement. Des engagements de deux et trois ans respectivement. Les Néerlandais... les Britanniques... ont fait leur choix. Et ce soir, nous faisons le nôtre.

Monsieur le Président, la raison de notre présence en Afghanistan est claire. Elle est dans l'intérêt de ce pays. Nous sommes là-bas sur invitation du gouvernement afghan. Et nous participons à une opération multinationale sanctionnée par l'ONU. Notre mission là-bas n'est pas une sorte d'option parmi tant d'autres qui auraient autant de mérites. Ce n'est pas

un projet fabriqué artificiellement pour tenir nos soldats et nos diplomates occupés. Et ce n'est surtout pas le fruit d'une volonté unilatérale de la part du Canada. Les événements du 11 septembre 2001 ont été un signal d'alarme. Non pas seulement pour les Américains, mais pour tous les peuples qui vivent dans des nations libres et démocratiques. Deux douzaines de Canadiennes et de Canadiens ont été tués dans les attaques des tours jumelles – ce sont des citoyens ordinaires comme nous – avec leurs histoires, leurs familles et leurs rêves. Et après New York et Washington, ce sont d'autres villes et pays qui ont été attaquées, notamment Madrid, Bali, Londres, la Turquie et l'Égypte.

Monsieur le Président, nous devons être clairs : le Canada n'est pas à l'abri de telles attaques. Et nous ne serons jamais à l'abri tant que nous sommes une société qui défend la liberté, la démocratie et les droits de la personne. Il n'est pas surprenant qu'Al-Qaïda ait choisi le Canada, en même temps que d'autres nations, en vue d'une attaque. Le même Al-Qaïda qui, de concert avec les talibans, s'est emparé d'un Afghanistan non démocratique pour en faire un havre où sont planifiées les attaques terroristes dans le monde entier.

Monsieur le Président, nous ne pouvons tout simplement pas laisser les talibans reprendre, avec l'appui d'Al-Qaïda ou d'autres éléments extrémistes semblables, le pouvoir en Afghanistan. On ne peut pas permettre cela. La persistance de poches de talibans après la défaite du régime suppose que notre action dans ce pays n'a jamais été une opération de maintien de la paix au sens traditionnel. Al-Qaïda et les talibans ne s'intéressent pas à la paix. Ils prennent pour cibles des civils, dont des femmes et des enfants, en cherchant à imposer de nouveau au peuple afghan leur volonté et leur vision sombre et arriérée de la vie. Ils promettent à leurs disciples le ciel après la mort, et ils créent l'enfer sur terre.

Le précédent gouvernement a reconnu cet état de choses. En fait, le leader de l'opposition officielle n'a jamais hésité à exprimer son appui pour ses concitoyens en Afghanistan. Qui, au cours du débat du mois dernier sur notre mission en Afghanistan déclarait : « Pour commencer, je tiens à me faire l'écho du ministre, qui a dit à quel point nous appuyons nos troupes. Nous sommes très fiers d'elles. » Et à maintes reprises, il a corrigé les informations inexactes qui circulaient au sujet de notre rôle en Afghanistan : Je cite : « Nous sommes en Afghanistan parce que les Afghans veulent qui nous y soyons. Il ne s'agit ni d'une invasion, ni d'une occupation. Il s'agit d'aider les gens. » L'appui à la mission a été réitéré le mois dernier à la Chambre par le député de Vancouver-Sud qui déclarait : « Notre gouvernement a appuyé ce déploiement. Nous étions d'avis, et nous le sommes toujours, que la destruction totale des agents et de l'infrastructure d'approvisionnement et de formation qui font de l'Afghanistan un refuge pour le terrorisme international sert au mieux l'intérêt national du Canada. »

L'appui à nos troupes a aussi été constamment exprimé par le Bloc québécois et même par des députés du Nouveau Parti démocratique. Le député de Sackville-Eastern Shore a fermement déclaré, et je cite : « j'appuie la mission et la présence de nos troupes en Afghanistan à l'instar de mon parti. » Et de renchérir la députée de La Pointe-de-l'Île qui déclarait : « Pourquoi être en Afghanistan? Parce que c'est une question de solidarité internationale qui peut engager les Québécois à être là. » Je peux vous dire, Monsieur le Président, pour en avoir pris directement connaissance, que nos hommes et nos femmes en Afghanistan sont reconnaissants aux nombreux députés, de partis si divers, d'avoir appuyé leurs travaux.

Ensemble, les diplomates, les travailleurs humanitaires et les soldats de 35 pays travaillent avec le gouvernement de l'Afghanistan pour rebâtir le pays. Nous offrons nos connaissances. Une aide financière. Et la sécurité. La sécurité qui permet au peuple afghan : d'instaurer un système de justice. De développer son économie. De construire des écoles, des hôpitaux et des systèmes d'irrigation. Et oui, d'assurer que les droits du peuple afghan sont protégés. Le droit des femmes d'être traitées comme des êtres humains. Le droit de regarder, de lire et de dire tout ce qu'on veut. Le droit de choisir ses leaders par voie électorale. Aider le peuple afghan à atteindre ces objectifs présente des risques réels. Des risques pour les Afghans. Des risques pour nos alliés. Et, comme nous le savons tous, des risques pour les Canadiennes et les Canadiens. Nous le savons.

Mais les risques ne sont pas propres à cette époque ou à cet endroit. Il y avait des risques lorsque le Canada est allé dans les Balkans. À Chypre. Pendant la crise de Suez. Et bien sûr en Corée et pendant les deux guerres mondiales. Les Canadiennes et les Canadiens acceptent les risques lorsque ces derniers sont au service d'une bonne cause. Et, Monsieur le Président, de l'avis du gouvernement, l'émergence d'un Afghanistan stable, sécuritaire, auto-suffisant et démocratique qui ne servira plus jamais de refuge aux terroristes ou aux trafiquants en vaut la peine. Les Canadiennes et les Canadiens, en particulier les jeunes, me demandent souvent ce que j'ai vu en Afghanistan. Ils veulent connaître le travail que nous y faisons. Le travail – leur dis-je – est à la fois sérieux et complexe. Nous œuvrons de concert avec nos partenaires de l'Afghanistan, de l'ONU, de l'OTAN et des ONG dans une action internationale intégrée pour appuyer le rétablissement de ce pays.

Cela n'est possible que grâce aux 27 000 soldats – y compris le personnel des Forces canadiennes – qui contribuent à stabiliser l'Afghanistan pour que l'on puisse entreprendre une aide humanitaire et de développement vitale. Les défis sont énormes. Il n'y a pas de remède miracle. Et le succès ne peut être assuré par les seuls moyens militaires. En fait, le Canada et ses alliés conviennent tous que nous devons soutenir simultanément la bonne gouvernance et le développement économique afghan pour arriver à une reprise durable. C'est pourquoi nous avons ouvert en 2003 une mission à Kaboul et doublé récemment son effectif. Quotidiennement, les Canadiennes et les Canadiens de notre ambassade travaillent directement avec les Afghans, l'ONU, la Banque mondiale, l'OTAN et nos autres partenaires pour que la construction de cette nation soit une réussite. Cela suppose de faire en sorte que les ressources destinées au développement soient en place – et distribuées équitablement à la population afghane.

Monsieur le Président, nos travaux portent fruit. Dans un peu plus de trois courtes années, douze millions d'Afghans – hommes et femmes – se sont inscrits pour voter au cours de deux élections historiques. Près de cinq millions d'enfants ont été inscrits dans les écoles, dont un tiers de filles. Près de quatre millions de réfugiés sont rentrés au pays. Et plus de la moitié des villages afghans ont reçu des subventions pour leur permettre d'entamer les travaux de reconstruction. Tout cela dans un pays où, il y a quelques années à peine, il n'y avait pas d'élections, l'éducation publique était presque inexistante, les femmes n'avaient aucun droit et l'avenir était sombre. J'ai été moi-même témoin de ces progrès. Et j'ai été fier de savoir que le Canada était sur place et qu'il contribuait à ces progrès.

Les prochaines étapes pour le Canada

Monsieur le Président, en collaboration avec nos alliés et le peuple afghan, le Canada a réalisé de grandes choses. Mais il reste beaucoup à faire. L'Afghanistan demeure le cinquième pays le plus pauvre au monde. Les Talibans cherchent à revenir au pouvoir. Et trop de gens doivent s'en remettre au trafic de la drogue pour répondre aux besoins de leurs familles. Nous devons prolonger notre mission afin de terminer les travaux entamés par le gouvernement précédent. Nous avons besoin d'améliorer les normes de sécurité dans le sud Afghanistan pour qu'elles soient conformes à celles du nord et de l'ouest du pays.

Nous devons faire en sorte que les enfants du sud de l'Afghanistan puissent aller à l'école en toute sécurité et nous devons faire en sorte que les gens de là-bas puissent obtenir les choses que nous tenons pour acquises : de l'eau potable, des routes déminées et des sources d'énergie fiables. Le fait de stabiliser le sud de l'Afghanistan permettra également au gouvernement national afghan d'améliorer l'infrastructure démocratique émergente de ce pays : une commission des droits de l'homme indépendante, une force policière professionnelle et une nouvelle banque centrale.

Canada – un pays parmi plusieurs

Monsieur le Président, notre mission en Afghanistan est un exemple de plus de la tradition de leadership canadien dans les affaires mondiales. Une tradition dont nous sommes tous fiers. Une tradition qui privilégie l'action au détriment des belles paroles. Les résultats au détriment du processus. Les principes au détriment des politiques.

Monsieur le Président, les gouvernements alliés qui ont déployé des missions dans ce pays sont très diversifiés. Des conservateurs. Des libéraux. Des démocrates socialistes. Des gens et des partis qui seraient naturellement en désaccord sur nombre de questions politiques de tous les jours – tout comme nous à la Chambre – mais qui sont tous résolus à : renforcer la démocratie, assurer aux femmes l'égalité des droits, réduire la pauvreté et protéger le monde libre contre la menace du terrorisme. Afin d'atteindre ces objectifs, nos alliés conviennent qu'il nous faut éliminer la menace que posent Al-Qaïda et les talibans et former les forces de sécurité afghanes afin qu'elles soient en mesure d'assurer sécurité et stabilité dans leur propre pays.

Rester jusqu'au bout

Par conséquent, Monsieur le Président, notre gouvernement cherche à obtenir l'aval du Parlement pour reconduire la mission canadienne en Afghanistan. Nos hommes et nos femmes ont besoin de savoir que nous avons les mêmes objectifs qu'eux. Que nous appuyons leurs efforts et que nous sommes disposés – malgré les sondages qui tantôt montent, tantôt baissent – de les appuyer pour les quelques années qui viennent. Afin qu'ils puissent terminer le travail que le gouvernement précédent a entamé. Nous demandons au Parlement de prendre un engagement portant sur trois volets : La diplomatie, le développement et la défense. Tous les trois indissociables, et nous demandons au Parlement d'appuyer les projets suivants :

Premièrement, la construction d'une ambassade canadienne permanente et sécuritaire à Kaboul qui servira les intérêts du Canada et répondra aux besoins de l'Afghanistan pendant au moins 15 ans.

Deuxièmement, l'approbation d'une dépense supplémentaire de 310 millions de dollars au titre de l'aide au développement de l'Afghanistan entre l'an prochain et 2010-2011. Ce qui placera la contribution totale du Canada à près d'un milliard de dollars sur dix ans.

Et en dernier lieu, Monsieur le Président, nous cherchons à reconduire la mission des Forces canadiennes à Kandahar ainsi que les efforts des militaires, des diplomates, des travailleurs humanitaires et des agents de police canadiens au sein de l'EPR pendant 24 mois. Cette reconduction couvrira la période de février 2007 à 2009. Prolonger la mission des Forces canadiennes aura des répercussions au point de vue opérationnel. Nous assumerons un autre mandat de chef de file de novembre 2007 à mai 2008 ainsi que le leadership global de l'ISAF à compter de février 2008. Vers la fin de chaque année – 2006, 2007, 2008, les ministres des Affaires étrangères, de la Coopération internationale et de la Défense nationale évalueront les résultats avec nos alliés selon les critères établis à la Conférence de Londres et feront connaître leur évaluation aux parlementaires.

Alors voilà Monsieur le Président. Une réaffirmation de l'intention du Canada... Exprimée par le truchement d'un engagement clair et renouvelé. Un engagement qui tire parti de nos réalisations passées. Un engagement conforme aux valeurs canadiennes. Un engagement qui nous permet de terminer le travail que le gouvernement précédent a commencé.

Il incombe maintenant à la Chambre de faire ce choix.

Merci.